

Wolff : le pétrodollar est MORT, la guerre avec l'Iran enterre l'empire US, Trump dans le DÉNI

L'économiste Richard Wolff rejoint l'émission pour analyser l'effondrement du pétrodollar, alors que la domination économique des États-Unis fait face à son plus grand défi avec la riposte réussie de l'Iran et son contrôle du détroit d'Ormuz. La catastrophe économique est-elle inévitable ? Est-elle déjà là ? Le professeur Wolff répond oui et explique pourquoi. Suivez Richard Wolff : <https://www.youtube.com/@democracyatwrk/featured> <https://www.democracyatwork.info/> AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour plus d'analyses géopolitiques approfondies ! Partagez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : <https://twitter.com/DannyHaiphong> Telegram : <https://t.me/DannyHaiphong> Soutenez la chaîne d'autres manières : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritho> #trump #iran #iranwar

#Danny

Bienvenue à tous. Ravi de vous retrouver dans l'émission. C'est votre hôte, Danny Haiphong. Comme vous pouvez le voir, je suis accompagné de l'économiste et professeur Richard Wolff, un ami de l'émission. Professeur Wolff, heureux de vous revoir.

#Richard Wolff

Content d'être là, Danny. Ravi de discuter avec toi.

#Danny

C'est un plaisir de parler avec vous. Alors, d'abord, si tout le monde met un petit « j'aime », ça aide vraiment à faire connaître l'émission. Et j'aimerais qu'on commence par la situation économique mondiale, parce que, comme vous le savez, un nouveau rapport sur l'emploi a apporté un peu d'optimisme à l'économie américaine : cent soixante-douze mille emplois ont été créés au mois de mai, malgré les vents contraires liés à la guerre en Iran. Mais tout le monde n'est pas aussi optimiste, surtout parmi les économistes, concernant la situation économique mondiale. L'OCDE a d'ailleurs indiqué qu'il pourrait y avoir une contraction de la croissance mondiale l'an prochain si cette guerre se poursuit.

Certains économistes vont jusqu'à dire que, dans les prochaines semaines, on pourrait assister à une forte perturbation économique, voire à une récession, à cause des pénuries de pétrole qui se font enfin sentir, maintenant que les réserves sont complètement épuisées, surtout du côté américain. Alors, professeur Wolff, quel est l'état réel du pétrodollar aujourd'hui ? Et sur le plan économique mondial, dans cette guerre, où en est-on ? Comment l'empire américain fait-il, en quelque sorte, comme si de rien n'était ? Parce que, d'après la manière dont les grands médias présentent la situation, tout irait mieux que prévu. Mais quelle est la réalité ?

#Richard Wolff

D'accord. Je pense que la réalité se comprend mieux si je vous raconte une petite parabole, une petite histoire. Voilà comment elle va : vous ne vous sentez pas bien, alors vous, et les gens autour de vous, décidez d'aller voir un médecin. Vous allez donc chez le médecin, il prend votre température et dit : « Eh bien, votre température est normale. Rentrez chez vous, tout ira bien. » Si les personnes qui vous aiment vraiment, qui tiennent à vous, vous conseillent, elles vous diront que la bonne réaction, c'est d'aller voir un autre médecin. Pourquoi ? Parce que la température, oui, c'est bien un indicateur du fonctionnement de votre corps, c'est vrai. Mais ce n'est qu'un indicateur parmi beaucoup d'autres.

Donc, s'y fier serait vraiment étrange. Ce qu'un bon médecin ferait normalement, après une vraie discussion, ce serait de proposer une série d'examens. Une batterie de tests, comme on dit. On va regarder votre sang, votre urine, peut-être faire une radio ou un scanner. C'est ce que la médecine a mis au point au fil des années : un ensemble de tests pour mieux comprendre comment vous allez. Eh bien, c'est exactement la même chose en économie. Si vous voulez savoir où en est une économie, vous regardez toute une batterie d'indicateurs, tout un ensemble d'indices.

La température en fait partie ? Oui. Est-ce la plus importante ? Non. Alors, qu'est-ce qu'on peut regarder d'autre ? Eh bien, je vais vous donner juste quelques exemples. D'abord, l'investissement, c'est-à-dire l'argent dépensé aujourd'hui pour produire des biens et des services dans le futur. Est-ce que ça augmente ? Est-ce que ça baisse ? Un autre indicateur, c'est la répartition des revenus. Est-ce qu'une part de plus en plus grande du revenu va à un nombre de plus en plus petit de personnes, au point que la majorité se retrouve de plus en plus sous pression, ou pas ? Même question pour la répartition de la richesse, qui n'est pas la même chose que la répartition des revenus. Et puis, il y a le commerce extérieur. Il y a aussi les taux d'intérêt. Et puis l'inflation. Et je pourrais continuer encore longtemps.

Je ne veux pas ennuyer tout le monde, mais c'est le minimum d'effort intellectuel qu'il faut apporter à cette question si on veut avoir une vraie discussion. Les articles de ce genre, comme celui que vous avez montré tout à l'heure, sont de parfaits exemples de mauvaise économie. Tellement mauvaise qu'on hésite presque à utiliser le mot "économie" pour en parler. Si on prend cette discipline au sérieux, c'est un peu comme un médecin qui vous dit de rentrer chez vous après avoir juste pris votre température. Alors, qu'en est-il des États-Unis aujourd'hui ? Eh bien, voilà : on est

face à la pire et la plus inégale répartition des revenus et des richesses, probablement de toute l'histoire de ce pays.

Certainement, au siècle dernier, c'est le pire. Pour vous donner une idée, les dix pour cent les plus riches des Américains — et je parle ici surtout de la forme de richesse que la plupart des gens détiennent dans ce pays, c'est-à-dire les actions et les fonds communs de placement, qui sont des ensembles d'actions — eh bien, voilà quelque chose à méditer. Dix pour cent de la population, les dix pour cent les plus riches, possèdent aujourd'hui, selon la Réserve fédérale, environ quatre-vingt-sept pour cent de cette richesse. Les dix pour cent du haut ont quatre-vingt-sept pour cent. Les quatre-vingt-dix pour cent restants d'entre nous se partagent les treize pour cent qui restent. Il faudrait remonter jusqu'à l'Égypte ancienne et aux pharaons pour retrouver un tel écart, et nous le savons.

Ce n'est pas un secret. Des gens comme Bezos et Musk s'en vantent ouvertement. Ils envoient des fusées sur la Lune. Ils inventent de nouveaux produits qu'ils peuvent monopoliser pendant des années. On vit dans l'économie la plus inégalitaire qu'on puisse imaginer. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a soixante-quinze ans, nous étions moins inégaux dans ces répartitions que les Européens. Non seulement on les a rattrapés, mais on les a largement dépassés. Alors, est-ce que c'est un signe de bonne santé économique ? Non. Vous savez ce que c'est, en réalité ? Pas besoin de signes, ils sont partout autour de vous. C'est pour ça que chaque ville moyenne en Amérique est pleine de centres commerciaux vides, de zones commerciales désertes, de vitrines abandonnées. Franchement, qui essaie encore de se faire des illusions, hein ?

C'est pour ça que notre président n'est pas un dirigeant d'entreprise qui fabrique quoi que ce soit. C'est un milliardaire venu d'où ? De l'immobilier. Est-ce qu'il a fait quelque chose pour rendre les terrains qu'il possède plus précieux ? Non. Leur valeur a augmenté parce que les gens se sont regroupés dans de grandes villes comme New York. Donc, il est milliardaire grâce aux déplacements des gens. Quelle est sa contribution à ça ? Zéro, rien du tout. Mais c'est un milliardaire qui profite de ses toilettes en or. C'est grotesque. Et j'en ai un autre exemple. Il y en a beaucoup, mais prenons celui-là. Les États-Unis aiment se voir comme une économie capitaliste compétitive. La plupart des Américains se considèrent comme la première économie capitaliste au monde. Et ils pensent que cela veut dire que nous sommes un moteur de croissance.

Et ils regardent la Silicon Valley, les nouvelles technologies, ChatGPT et tout ça. Ils se disent : « Regardez, on est les meilleurs. » Mais la réalité, c'est tout autre. Désolé d'être celui qui apporte la mauvaise nouvelle, mais tout ça, c'est faux. Depuis trente ans, sans exception, la République populaire de Chine a connu une croissance plus rapide que celle des États-Unis, si l'on mesure par le PIB, le produit intérieur brut. C'est l'indicateur que tous les économistes utilisent pour évaluer la taille et la croissance d'une économie. Le PIB de la Chine, sur ces trente dernières années, a augmenté chaque année entre cinq et neuf pour cent. Sur la même période, celui des États-Unis a progressé entre deux et trois pour cent. Vous voyez la différence ? La Chine croît deux à trois fois plus vite que les États-Unis.

Et vous savez quoi ? Si vous arrivez à faire ça pendant trente ans, vous gagnez. Vous devenez l'autre grande puissance économique mondiale, ce que les Chinois sont aujourd'hui. Et les Américains le savent plus ou moins, même s'ils ne semblent pas vouloir vraiment comprendre comment tout ça s'est produit. Je vais conclure sur ce point. Il y a soixante-quinze ans, quand j'étais étudiant en économie ici, aux États-Unis, je devais faire le même choix que tous les étudiants en économie à l'époque : dans quel domaine se spécialiser ? Ça pouvait être les finances publiques, le commerce international... mais le plus populaire, celui que j'ai choisi moi aussi, s'appelait le développement économique.

C'était tout ce qu'un économiste devait apprendre, puis mettre en pratique pour, eh bien, aider la majorité des habitants de la planète — l'immense majorité — qui vivaient dans des conditions de pauvreté indescriptibles, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, et ailleurs. Nous apprenions comment les aider à se développer économiquement, pour qu'ils ne soient plus pauvres, qu'ils aient un système éducatif, un vrai système de santé, qu'ils puissent vivre ce que nous, en Occident — en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et au Japon — considérons comme une existence de classe moyenne acceptable. C'est tout ce qu'ils voulaient. Et dans les années cinquante, soixante et soixante-dix, ils se sont lancés dans cette voie. Des gens comme moi, formés dans le système éducatif américain, se sont alors dispersés à travers le monde pour les aider.

Pourquoi est-ce que je vous raconte cette histoire ? Eh bien, il y avait deux endroits où on ne nous envoyait jamais : la Russie et la Chine. Tout le monde sait pourquoi. C'étaient des pays communistes. Ils avaient un Parti communiste au sommet de la société, et c'était le grand ennemi. Donc, on n'y allait pas. Ils n'allaient pas recevoir d'aide de l'Occident. Ils n'avaient pas d'aide étrangère. Ils n'avaient pas de spécialistes formés comme moi. Rien de tout ça. Et maintenant, voilà l'ironie, que vous devez bien comprendre : la compétition, la course pour développer son économie, dure depuis soixante-quinze ans — trois quarts de siècle. Eh bien, je peux vous annoncer le vainqueur. Personne d'autre n'est même proche. Ça s'appelle la République populaire de Chine. Elle a dépassé tout le monde.

Au cours des trente-cinq dernières années, ce pays a littéralement explosé sur la scène mondiale, en développant son économie à un rythme équivalent à ce qu'il a fallu trois ou quatre siècles pour accomplir en Europe. Ils l'ont fait, et ils l'ont fait plus vite que n'importe qui d'autre. Maintenant, dans toute analyse économique, il y a toujours une comparaison avec d'autres. Vous savez, si on se demande quelle est la valeur d'une maison, on la compare à d'autres maisons similaires dans le même quartier. Eh bien, le seul autre pays dans le "quartier" des États-Unis aujourd'hui, c'est la République populaire de Chine. Selon un indicateur, elle est déjà plus grande que les États-Unis. Mais il n'y a pas qu'un seul indicateur, et selon d'autres, il faudra encore trois ou quatre ans.

En d'autres termes, d'ici la fin de cette décennie — celle dans laquelle nous vivons, et qui est déjà bien entamée —, la première puissance économique mondiale sera la Chine. La Chine, à elle seule, compte quatre fois la population des États-Unis. L'alliance qu'elle a construite, les BRICS, représente

une écrasante majorité de la planète. Les États-Unis, en comparaison, si l'on additionne leur population — environ trois cent trente-cinq millions d'habitants —, ça fait quel pourcentage de la population mondiale ? Environ quatre virgule cinq pour cent. La Russie, la Chine, l'Inde, ensemble, c'est plus de la moitié du monde. Les États-Unis, quatre virgule cinq pour cent. Alors, quand on regarde M. Trump rugir, il mérite bien ce titre : la souris qui rugit.

#Danny

Oui, eh bien, professeur Wolff, dans ce contexte, peut-être que vous pouvez nous aider à comprendre comment tout cela va affecter, et affecte déjà, l'économie mondiale, avec la guerre en Iran et la situation actuelle là-bas. Parce qu'aujourd'hui, on a appris qu'il est désormais confirmé que l'Iran facture des droits de passage dans le détroit d'Ormuz, et qu'il a même menacé de fermer complètement le détroit si les États-Unis continuent de frapper l'Iran, ce qui se produit à peu près tous les deux ou trois jours depuis quelques semaines.

Alors peut-être que vous pouvez nous aider à comprendre comment tout ça va influencer les choses. Parce que, vous savez, beaucoup de gens regardent le pétrodollar isolément, ou la force du dollar isolément. Mais je pense que votre introduction nous a aidés à saisir la réalité économique mondiale dans son ensemble. Alors, comment tout cela affecte-t-il aujourd'hui le pétrodollar et la situation autour de la guerre avec l'Iran, sachant qu'il y a de fortes contradictions dans la manière dont certains économistes, notamment les plus classiques, analysent la situation ? Certains disent que les perspectives sont un peu meilleures que ces dernières semaines, tandis que d'autres affirment au contraire que la situation devient très grave, et très vite.

#Richard Wolff

D'accord. À mon avis, j'essaie toujours de prendre un peu de recul face à tous ces événements immédiats, que ce soit la guerre en Ukraine ou la guerre contre l'Iran que les États-Unis et Israël ont lancée il y a trois mois. J'essaie de prendre du recul pour aider les gens avec qui je parle à avoir une vision plus large de ce qui se passe. Alors, laissez-moi essayer de le faire brièvement ici. Depuis quarante ans, pendant que la Chine développe son économie, en se concentrant presque exclusivement sur l'amélioration de sa situation économique — ses emplois, ses chemins de fer, ses ports, son armée, tout ce que vous voulez — quelque chose de très différent se passe en Occident. Et par "Occident", j'entends les États-Unis, l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon.

Ces pays-là vivent une expérience radicalement différente, avec d'autres priorités, d'autres idées, d'autres évolutions. Comment je la décrirais ? Eh bien, j'utiliserais les mots que les dirigeants de l'époque aimaient employer. Pourquoi pas ? Ils appelaient ça la mondialisation, ou le néolibéralisme. Peu importe le terme. Ce qui compte, c'est ce que ça voulait dire. Dans ces pays, les entreprises capitalistes — et ce sont elles qui dominent —, ce sont des entreprises où un petit groupe de personnes détient les actions, les principales actions. Pas votre oncle Henri, qui a hérité de onze actions de sa femme quand elle est décédée. Non, pas ce genre de cas. Des gens comme lui, il y en

a, bien sûr, mais à l'échelle de l'économie, ils ne comptent pas. Ceux qui comptent, ce sont les autres.

Les gens qui détiennent de gros paquets d'actions — les banques, les compagnies d'assurance, et les ultra-riches comme Musk, Bezos, Gates, Buffett, et tous ces gens-là — eh bien, ils veulent des profits. Ils veulent faire fructifier une richesse qui est déjà énorme. Ils ne peuvent pas la dépenser entièrement, c'est impossible, mais ils veulent qu'elle continue de croître. Et pour ça, ils engagent des spécialistes, des économistes, moi y compris, pour les aider à trouver les placements qui feront grandir leur fortune. Ils se livrent à une véritable compétition entre eux, parfois très intense, pour y parvenir. Eh bien, les capitalistes occidentaux ont fini par décider que la meilleure façon de faire croître leur richesse, de maximiser leurs profits, c'était de déplacer la production loin des endroits où les salaires qu'ils devaient verser aux travailleurs étaient élevés.

Vous savez ce que ça voulait dire ? L'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon allaient délocaliser leurs usines vers des endroits où les salaires étaient bas. Et ça voulait dire quoi ? La Chine, l'Inde, le Brésil... ces pays-là. Et donc, pendant environ trente-cinq à quarante ans, on a connu une mondialisation, un véritable déplacement, très important, de la production. Un déplacement depuis les régions où elle s'était développée — l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et le Japon — vers une toute autre partie du monde. Nouvelle, dans le sens où, même s'il y avait déjà de la production là-bas, ce n'était jamais la production concentrée du monde. En mille neuf cent soixante-dix, les voitures sortaient de Détroit.

Plus maintenant. General Motors et Ford fabriquent aujourd'hui plus de voitures en Chine, pour le marché chinois, qu'aux États-Unis. Pourquoi ? Parce que quand on délocalise la production en Chine et qu'on confie tous ces emplois d'usine à des dizaines de millions de Chinois qui les voulaient et en avaient besoin, eh bien, ils gagnent bien leur vie dans ces usines. Et du coup, ils peuvent acheter. Et devinez quoi ? Depuis environ vingt-cinq ans, la Chine est devenue l'endroit le plus rentable pour produire, grâce à des salaires bas, mais aussi le plus rentable parce que c'est le marché qui a connu la croissance la plus rapide au monde. Et si vous avez appris quoi que ce soit en école de commerce, vous savez que pour réussir, il faut aller là où les salaires sont bas et où le marché est en pleine expansion.

Et la réponse à cette question, c'était : la Chine, la Chine, la Chine... et quelques autres pays. Voilà maintenant le point clé. Si vous déplacez le cœur de votre économie aussi loin que possible, de l'autre côté du globe — et passer des États-Unis à la Chine, c'est à peu près aussi loin qu'on puisse aller dans un sens ou dans l'autre — eh bien, vous arrivez en Chine. Très bien, mais là, vous avez un problème particulier. Vous continuez à traiter avec le marché ici, aux États-Unis. Nous sommes un pays riche, et les gens aisés sont ici, et aussi, oui, en Europe de l'Ouest, et oui, au Japon. Donc le marché reste en grande partie ici. Il se développe en Chine, c'est vrai, mais il lui faut encore du temps pour rattraper la croissance qu'on a connue depuis trois ou quatre siècles en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et au Japon.

Alors, les biens produits en Chine, en Inde ou au Brésil doivent ensuite trouver leur chemin vers l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon. En résumé, on a vu apparaître — même si ce n'était pas vraiment soudain — une extension mondiale des chaînes d'approvisionnement. Pour que cette économie fonctionne, il faut la liberté des mers, le transport ferroviaire, et tout l'ensemble des mécanismes nécessaires quand on a maximisé la distance entre le lieu de production et celui où les biens sont vendus et consommés. Et le problème pour les États-Unis, c'est qu'ils ont abandonné leur domination sur la production en délocalisant — ce que, d'ailleurs, personne ne les a forcés à faire. Les capitalistes américains ont volontairement, par pur intérêt de profit, transféré leurs usines en Chine.

Mais ils ne veulent pas assumer les conséquences. Ils veulent que le gouvernement des États-Unis s'assure que les océans soient dégagés et que toutes les voies maritimes restent ouvertes. Et devinez quoi ? Les États-Unis ne peuvent pas faire ça. Il faudrait contrôler la planète entière, d'une manière que les États-Unis n'ont jamais exercée. Vous imaginez ? Surveiller les sept océans, en permanence, partout ? Le détroit d'Ormuz n'est qu'un exemple parmi d'autres : le détroit de Malacca, le canal de Suez, le canal de Panama... je pourrais continuer. Les conditions politiques et économiques de tous ces soi-disant points de passage changent sans arrêt. Le monde des affaires veut que les États-Unis contrôlent tout ça.

C'est bien là le problème. Jusqu'à cette guerre, la colère des Iraniens venait seulement de la possibilité qu'ils puissent exercer un contrôle. Ils ne l'avaient jamais fait. Le détroit d'Ormuz n'avait jamais été fermé. Les Iraniens ne l'avaient jamais fermé. Ils avaient simplement dit que si les États-Unis attaquaient avec Israël, alors, parmi les mesures de riposte, ils fermeraient le détroit d'Ormuz. Et cela montrerait au monde entier — et c'est ce qui se passe pendant qu'on parle, Danny — que désormais, tout a changé.

Les États-Unis se sont lancés dans une quête qu'ils ne peuvent pas accomplir : celle d'être la police permanente de tous les points sensibles du globe, actuels ou potentiels, comme le détroit d'Ormuz. Et là, on reçoit une leçon. Nos ennemis, on les imagine comme la Russie et la Chine. Mais eux, ils n'ont rien fait. Ce n'est pas eux qui ont resserré le détroit d'Ormuz. La Chine, d'ailleurs, semble plutôt s'activer auprès des Iraniens pour le rouvrir. Et la Russie, elle, a d'autres priorités. Ce qu'on est en train d'apprendre, c'est que de petits pays, pauvres, bien plus petits et infiniment plus pauvres que les États-Unis, peuvent nous mettre au défi. Nous sommes devenus des éléphants, incapables de bouger vite. Je suis sans doute injuste envers les éléphants... mais vous voyez ce que je veux dire.

L'Iran a toujours été une épine dans le pied des États-Unis, depuis que les Américains ont renversé leur gouvernement élu en mille neuf cent cinquante-trois pour installer un dictateur, le Shah. Il a dirigé le pays pendant toute une génération, jusqu'à la fin des années soixante-dix, quand les ayatollahs et la communauté religieuse ont renversé le Shah. Il est alors parti vivre un exil confortable aux États-Unis, qui l'ont protégé tout ce temps. Est-ce qu'il y a des rancunes en Iran contre les États-Unis ? Comment pourrait-il en être autrement ? Et comme nous les avons attaqués depuis — depuis qu'Israël et les États-Unis les ont bombardés il y a un an, pendant une guerre de

douze jours — on ne peut pas vraiment être surpris, même si nos dirigeants jouent la comédie de la surprise quand ils s'indignent que l'Iran ait pris le contrôle du détroit d'Ormuz, alors qu'ils avaient clairement dit qu'ils le feraient.

Et la raison pour laquelle ils ont dit ça, c'est parce qu'ils voulaient que ce soit une menace, pour répondre aux menaces des États-Unis — attaquer, bombarder — ce que les États-Unis ont déjà fait. Combien de fois l'Iran a-t-il bombardé les États-Unis ? Réponse : zéro. Combien de fois la Chine ou la Russie ont-elles bombardé les États-Unis ? Réponse : zéro. Ce sont des menaces, oui, mais ils ne l'ont pas fait. Alors que les États-Unis, eux, non seulement ont menacé, mais ils l'ont fait. C'est une situation dont nous devons prendre conscience, et qu'il faut aborder d'une manière radicalement différente. Sinon, la promesse de M. Trump — plus de guerres — ne sera jamais tenue. Et nous aurons encore un président après l'autre, chacun promettant la fin des guerres, puis dépassant son prédécesseur par le nombre de conflits qu'il engage. Et maintenant, on nous dit que Cuba sera la prochaine.

#Danny

Eh bien, tout ça, professeur Wolf, coûte très cher. Vous savez, les États-Unis prévoient de dépenser encore environ mille cinq cents milliards de dollars, rien que pour l'armée américaine. Et l'administration Trump s'est montrée très intéressée par ce que vous appelez des points de pression — d'autres disent des points d'étranglement — et elle a agi en conséquence. Le détroit d'Ormuz n'en est qu'un exemple, apparemment. Mais vous savez, on parle aussi d'un risque de récession qui pourrait arriver très bientôt. On dirait que le pétrole est devenu un sujet central ces derniers temps. Et maintenant, on entend dire que les prix du pétrole se sont un peu calmés.

Mais ce qui n'a pas ralenti, c'est l'inflation liée à la hausse du prix du pétrole. Les Américains, les gens ordinaires aux États-Unis, souffrent, et le monde entier souffre aussi. On voit aujourd'hui de fortes tensions, par exemple en Asie du Sud, à cause de la flambée des prix et même du rationnement qui s'installe dans de nombreuses régions du monde autour de l'énergie. Or, la Chine et la Russie n'ont pas ces problèmes-là. Et il semble que ce que font les États-Unis dans le domaine du pétrodollar provoque déjà une crise grave, qui est en train de couvrir. Comment voyez-vous tout cela dans le cadre plus large des réalités économiques auxquelles fait face la classe ouvrière mondiale ?

#Richard Wolff

Eh bien, pour moi, c'est assez ironique que les États-Unis aient travaillé à s'emparer d'un point d'étranglement de l'économie, si on peut dire, un goulot d'étranglement. Et lequel ? Le pétrole. Tout comme le détroit d'Ormuz est un point de passage stratégique, en grande partie parce qu'il permet de contrôler le commerce d'une certaine manière, le fait que la principale source d'énergie qui fait

tourner nos usines — le pétrole — soit dominée par les États-Unis, c'est un peu la même chose. Les États-Unis ont exercé sur le monde, grâce au pétrole, le même type de pouvoir que l'Iran exerce aujourd'hui avec le détroit d'Ormuz. Et tout comme les Iraniens, les États-Unis en tirent des profits.

Quand Kissinger et Nixon, et tous ceux qui étaient impliqués, ont passé un accord avec l'Arabie saoudite dans les années soixante-dix pour que toutes les transactions pétrolières dans le monde — et souvenez-vous, à cette époque, l'Arabie saoudite était de loin la principale source de pétrole au monde — soient toujours effectuées en dollars. Autrement dit, si la Malaisie achète du pétrole au Nigeria, le paiement se fait en dollars. La Malaisie doit donc accumuler et conserver des dollars dans ses banques. Et les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, comme l'Arabie saoudite, accumulent d'énormes revenus en dollars. Puis M. Nixon et M. Kissinger ont expliqué à ces gens-là : bien sûr, vous pouvez garder ces dollars, mais au fond, un dollar, ce n'est qu'un bout de papier vert.

Vous ne gagnez rien sur un dollar. Vous l'avez, mais il ne vous rapporte rien. Voilà ce que nous proposons : vous le prêtez au gouvernement des États-Unis, et nous vous versons des intérêts pendant que nous le gardons, puis nous vous le rendons à l'échéance. Donc, prêtez-le-nous pour trois ans : nous le conservons, nous vous payons des intérêts chaque année, et à la fin de la troisième année, nous vous remboursons. Ou, si c'est une obligation du Trésor à dix ans, à la fin des dix ans, et ainsi de suite. « Ah, parfait », ont dit ces pays, parce que prêter cet argent aux États-Unis leur permettait de toucher un revenu. On parle de dizaines de milliards de dollars par an. Et ce sont de tout petits pays.

C'est une richesse énorme. Et si vous allez dans ces pays, vous verrez des dizaines de familles qui possèdent cette richesse colossale. Voilà ce que cela a apporté aux États-Unis. Cela a donné aux États-Unis ce que les économistes appellent un privilège extraordinaire. Lequel ? Eh bien, réfléchis avec moi une minute, Danny. Le gouvernement américain fonctionne régulièrement avec des déficits. Autrement dit, il dépense beaucoup plus qu'il ne perçoit en impôts chaque année. En ce moment, le déficit se chiffre en milliers de milliards de dollars. Tu as mentionné l'augmentation prévue du budget de la défense, qui passerait de neuf cents milliards à mille cinq cents milliards de dollars, et tu as raison. C'est une hausse énorme des dépenses publiques. Mais alors, d'où vient la hausse des recettes de l'État pour payer tout ça ?

Réponse : ne perdez pas votre temps. Il n'y en a pas. Sur quoi comptent-ils ? Sur la possibilité d'en emprunter. Et pourquoi peuvent-ils emprunter de telles sommes ? Avant même que vous réfléchissiez à la réponse, laissez-moi vous rappeler une chose : les États-Unis sont déjà le plus grand pays débiteur du monde. On pourrait penser que les gens hésiteraient un peu à continuer de prêter à un pays qui emprunte déjà trop. Et en effet, ce moment va venir... mais nous n'y sommes pas encore. En attendant, tous les pays producteurs et acheteurs de pétrole dans le monde accumulent des dollars, qu'ils prêtent ensuite aux États-Unis, pour financer tout ce qu'ils font.

Si vous voulez voir à quel point cette ironie va loin, le deuxième plus grand détenteur de la dette américaine, c'est la République populaire de Chine. Autrement dit, la Chine prête des dollars aux

États-Unis, qui s'en servent ensuite pour mener des guerres un peu partout dans le monde, souvent contre les intérêts mêmes des Chinois qui les financent. Franchement, c'est un système complètement fou. Mais c'est celui dans lequel on vit, et il va continuer... sauf si, et c'est ce qu'on voit en ce moment, d'autres pays se disent : attendez une seconde, nous aussi, on aimerait bien avoir le privilège extraordinaire dont bénéficient les États-Unis. Ils l'ont depuis soixante-quinze ans. Ça suffit. Alors maintenant, comment ça va se passer ?

Ça veut dire qu'il faut sortir le pétrole des mains des États-Unis. Fini ce système où tout le monde paie en dollars. Non, non, non. Il faut du commerce où chaque pays utilise des euros, des yuans chinois, ou autre chose. Plus on diversifie, plus on affaiblit le dollar. Et là, on commence à voir le déclin du dollar comme une partie du déclin de l'empire américain. Le monde vit déjà ce déclin. Une grande partie du monde le voit. L'incapacité à empêcher les Russes d'avancer toujours plus vers l'ouest en Ukraine, ou à empêcher les États-Unis de, comme il disait, bombarder l'Iran jusqu'à l'âge de pierre.

Ce sont encore des signes que les États-Unis ne peuvent plus contrôler, et que les autres perçoivent notre déclin. Seuls nous, vraiment seuls nous, le nions. Nous vivons dans, comme tu l'as joliment dit tout à l'heure, Danny, dans cette bulle d'auto-illusion. Même Mme Sheinbaum au Mexique et M. Carney au Canada se sentent encouragés à riposter, parce qu'eux aussi perçoivent le basculement de l'histoire. Chaque fois que les États-Unis cherchent à punir un pays du tiers monde jugé indiscipliné, le Premier ministre de ce pays décroche son téléphone, appelle Pékin et demande s'ils ont une offre de remplacement pour ce qu'ils ne peuvent plus obtenir des États-Unis. Et la réponse de la Chine, neuf fois sur dix, c'est : bien sûr.

#Danny

Oui, et maintenant Donald Trump affirme que son administration — certains de mes téléspectateurs disent même son régime — menace, ou promet, que dans tout accord avec l'Iran, dans tout accord visant à mettre fin à la guerre, il n'y aura aucun dégel des avoirs et aucun allègement des sanctions, quoi qu'il arrive. Ce qui veut dire que cette guerre va continuer encore et encore, parce que c'est justement ce que l'Iran exige comme partie d'un accord global pour y mettre fin. Alors, professeur Wolff, ma question est la suivante : puisque l'avenir de cette guerre semble s'inscrire dans la durée, est-ce que l'empire américain est en train de creuser encore plus sa propre tombe, compte tenu de son déclin général, qui touche bien des domaines, au-delà même de l'économie et de la situation militaire ?

Mais sinon, d'un point de vue purement économique, c'est une pression à très long terme. Et je ne suis pas sûr que l'empire américain soit capable d'y faire face, ni à court, ni à moyen, ni à long terme. Mais j'aimerais avoir ton avis, parce qu'on a l'impression qu'on s'engage pour longtemps, là. Et les chiffres mondiaux sont vraiment mauvais. La zone euro est en récession. Le Canada dit : ne

vous inquiétez pas, on est en récession, mais ce n'est pas grave. Et les États-Unis, eux, semblent penser qu'ils sont une exception, qu'ils n'ont pas à se soucier de la situation des autres à cause de leur propre comportement.

#Richard Wolff

Eh bien, les États-Unis, comme beaucoup d'autres pays, ont une longue histoire où ils font semblant de ne pas connaître de graves effondrements. Je veux rappeler quelques faits de base sur les économies capitalistes, y compris la version américaine. Elles sont très, très instables. Le Bureau national de la recherche économique, qui est un organisme de recherche quasi gouvernemental ici aux États-Unis, joue un rôle important. Il suit, entre autres, les hauts et les bas des économies capitalistes. Quand une récession commence-t-elle? Combien de mois ou d'années dure-t-elle? Quand l'économie en sort-elle? Et quand y retombe-t-elle?

Et si vous regardez les études, comme je l'ai fait, et comme beaucoup d'économistes qui s'appuient sur les travaux du NBER, vous verrez que le nombre moyen d'années entre un krach et le suivant se situe entre quatre et sept ans. Remarquez bien : partout où le capitalisme s'installe et devient le système économique dominant — à commencer par l'Angleterre au dix-septième siècle, puis en Europe, et ensuite dans le reste du monde —, partout, en moyenne, tous les quatre à sept ans, il y a une crise. Parfois, elles sont courtes et peu profondes. Elles ne touchent pas grand monde et ne durent pas très longtemps. D'autres fois, elles sont longues et profondes. De loin, la pire a été celle qui a commencé ici, aux États-Unis, en octobre mil neuf cent vingt-neuf. Autrement dit, il y a un peu plus d'un siècle.

Ça a duré de mille neuf cent vingt-neuf jusqu'à environ mille neuf cent quarante, quarante et un. On a tout essayé pour remettre les gens au travail. Combien de personnes ont perdu leur emploi? Réponse : vingt-cinq pour cent des travailleurs américains, un sur quatre, ont perdu leur travail, certains pendant de longues années. Si vous voulez vraiment comprendre ce qui s'est passé quand le capitalisme américain a déraillé, lisez les romans de Theodore Dreiser, de John Steinbeck, et de bien d'autres qui ont écrit une grande littérature sur le traumatisme vécu par le peuple américain pendant cette décennie perdue, qu'on a fini par appeler la Grande Dépression. Mais si vous pensez que tout ça est derrière nous, pas du tout. Regardons simplement notre siècle actuel. Le vingt et unième siècle a commencé il y a vingt-six ans.

On a eu un krach au printemps de l'an deux mille. Un autre pendant l'été deux mille huit. Et encore un en deux mille dix-neuf, deux mille vingt, avec le COVID. En gros, sur vingt-cinq ans, ça fait trois crises. Donc, à peu près une tous les sept ou huit ans. C'est à peu près le rythme habituel. Et si la dernière remonte à deux mille dix-neuf, deux mille vingt... eh bien, mes chers compatriotes, devinez quoi? On en attend une nouvelle. À tout moment, quelque chose peut nous faire basculer. Vous savez ce que ça pourrait être? Oui, la guerre avec l'Iran. Ou, si vous préférez un autre exemple, la

bulle autour de l'intelligence artificielle. Des sommes énormes ont été investies pour acheter les logiciels, construire les centres de données et renforcer les réseaux électriques qui les font tourner. Est-ce qu'on sait vraiment si tout ça va rapporter ?

#Danny

Non. Et Trump essaie aussi de les renflouer en ce moment, je crois, à travers une sorte d'accord d'achat d'actions.

#Richard Wolff

Vous vous préparez à les renflouer avec votre argent et le mien ? Moi, je ne parierais pas sur les États-Unis en ce moment. C'est une mauvaise affaire. Le pays n'est plus en tête sur le plan technologique. Les Chinois nous rattrapent, pas à pas. Ils nous dépassent même dans plusieurs domaines, et cette avance risque de s'accroître. Alors, qu'est-ce qu'il nous reste ? Le niveau de vie ? Il est déjà plus élevé dans plusieurs endroits qu'ici. Et pour la majorité des Américains, la situation n'est pas bonne du tout, et il n'y a pas vraiment de perspective d'amélioration. Les enquêtes auprès des jeunes diplômés, qu'ils sortent de l'université ou d'une école supérieure, montrent qu'ils cherchent surtout des petits boulots, comme conduire pour Lyft. Ce n'est pas une bonne période pour être diplômé. Ce n'est pas une bonne période pour trouver un emploi, pas du tout. L'une des raisons pour lesquelles le chômage n'est pas plus élevé aujourd'hui, c'est que, quand on interroge les gens qui ont un travail, ils disent qu'ils veulent absolument le garder. Ils ont peur. Ils acceptent qu'un employeur leur dise : « Il faut venir une demi-heure plus tôt. » Ils ne vont pas répondre : « Ah non, non, non, je vais chercher un autre boulot. »

#Danny

Non, non.

#Richard Wolff

Ils savent très bien que ce ne serait pas une décision intelligente à ce stade. Non, je dirais que M. Trump, et je sais que tout le monde s'intéresse un peu à ce qu'il représente, eh bien, je pense qu'il incarne une économie au bord du gouffre. Il a été élu parce que, quand il a dit : « Je vais rendre sa grandeur à l'Amérique », et que Mme Clinton, en face de lui, lui a répondu sur scène pendant le débat : « Mais enfin, on est déjà grands ! », eh bien, elle avait tort, voyez-vous, et lui avait raison. Il s'adressait à des gens qui, au fond d'eux, sentaient qu'ils n'avaient plus ce travail dans leur syndicat, dans leur usine. Qu'ils étaient devenus hôtes d'accueil chez Walmart. Et on ne peut pas vivre avec ça. C'est d'ailleurs pour ça que beaucoup d'hôtes d'accueil chez Walmart doivent compléter avec des bons alimentaires, que Walmart les aide à obtenir, parce que ça lui permet de subventionner le coût de leurs salaires.

On vit dans un pays comme ça. On n'est pas dans un pays qui montre ses muscles. La raison pour laquelle on ne le voit pas, au-delà de l'évidence politique, c'est que les dix pour cent les plus riches s'en sortent toujours très bien. Ce sont eux qui possèdent quatre-vingt-sept pour cent du marché boursier. Vous voulez savoir pourquoi M. Trump, ou cette drôle de femme blonde qui parle en son nom, passent leur temps à parler de la Bourse ? Eh bien, c'est encore ce tri sélectif des chiffres. Oui, la Bourse se porte très bien. Pourquoi ? Parce que le gouvernement injecte de l'argent dans l'économie. Mais cet argent ne peut plus servir à produire des biens et des services, parce que les Américains n'ont plus les moyens d'acheter. Alors, où va cet argent ? Réponse : dans la Bourse.

Parce que là-bas, on peut acheter quelque chose. Et puis, une autre personne, qui reçoit cet argent public, va vous le racheter trois mois plus tard, à un prix plus élevé. Et ensuite, vous allez le revendre. Oui, on a une inflation terrible, mais elle est dans le marché boursier, mes pauvres amis qui ne comprenez pas. On a une inflation terrible, mais elle est là où on l'aime bien — dans les actifs, dans ces bouts de papier qui représentent l'économie, que les gens achètent parce qu'ils ne savent pas où placer leur argent pour qu'il fructifie. Alors, c'est ce qu'ils font. Et monsieur Trump, c'est l'élection de tout ça — le faux-semblant qui vous dit : « Je vais tout faire, je vais gagner, on va gagner. » Celui qui dit exactement ce que vous aimeriez croire.

Est-ce qu'il a accompli ça pendant son premier mandat ? Pas du tout. Et pendant le second, jusqu'ici ? Pas du tout non plus. C'est du théâtre. Un théâtre qui commence par un groupe de discussion, qui cherche ce que les gens ont le plus envie d'entendre, puis qui le dit, et ensuite s'installe avec un petit sourire satisfait pendant qu'il s'occupe de rembourser les riches qui ont financé ma campagne. À part ça, M. Trump n'est pas en position de faire grand-chose — mais même ce qu'il pourrait faire, il ne le fait pas lui-même. Il veille à ce que sa famille s'enrichisse, et il aide les gens autour de lui qui lui donnent de l'argent. Ce sont ses amis, il est leur ami, et nous, les autres, on est juste là pour regarder tout ça se dérouler.

#Danny

Oui, et vous savez, le Wall Street Journal a publié la semaine dernière un chiffre vraiment accablant, au milieu de toutes ces annonces de créations d'emplois. Parce qu'honnêtement, cent soixante-dix mille emplois environ, ce n'est pas énorme. Au début du mandat de Biden, je crois que c'était dans ses premiers mois, il avait été beaucoup critiqué — et il y a d'ailleurs de nombreuses raisons de critiquer son administration — pour n'avoir créé que cent quatre-vingt-dix mille emplois. Donc, clairement, il y a une réalité économique qu'on essaie un peu de masquer ici. Mais malgré tout, un des points marquants, c'est qu'en avril, une enquête auprès des hommes en âge de travailler a montré qu'un sur trois disait ne pas avoir d'emploi et ne pas en chercher non plus à ce moment-là. C'est une part importante de ce qui était autrefois un segment très productif de l'économie américaine.

Donc rien que ça, avec en plus le choc de la guerre avec l'Iran, si la situation continue à s'aggraver, ce genre de réalités a souvent tendance à se transformer en crise majeure. Alors, dans les cinq dernières minutes, professeur Wolf, peut-être que vous pouvez nous donner un aperçu — et j'

aimerais aussi qu'on montre ce dont vous parliez à propos des avancées de la Chine. Je veux dire, il y a eu quelqu'un dans l'émission *America's Got Talent*, venu de Chine, de la province du Sichuan, là où se trouvent Chongqing, Chengdu et toutes ces villes qui attirent de plus en plus d'étrangers. Cette personne a dansé avec des robots d'une entreprise de robotique, et ça, on ne le voit pas tellement aux États-Unis, parce que le pays est en réalité assez en retard dans ce domaine. Mais j'aimerais connaître votre point de vue sur la situation générale, alors qu'on se rapproche de la période des élections de mi-mandat, avec un long été qui a déjà commencé, dans le monde comme aux États-Unis, ce qui veut dire que l'énergie va être un enjeu crucial. Donc, selon vous, où en sommes-nous ?

#Richard Wolff

Je le vois, et je dis ça sans aucune satisfaction particulière, mais ce que je vois, c'est une détresse grandissante. Et franchement, ça ne devrait surprendre personne. Un empire en déclin... quand les gens commencent à comprendre que c'est bien ce qui se passe, une fois qu'ils ont dépassé le stade du déni, l'étape suivante, c'est le désespoir. Qu'est-ce qui va se passer ? Qu'est-ce qui va m'arriver, à moi, à ma famille, à mon travail, à tout ce qui compte pour moi ? Et je le vois encore, dans l'histoire. Chaque empire naît, évolue avec le temps, puis finit par disparaître. Et pendant cette période de déclin, qui dure des années, il engendre des gens qui, d'une manière ou d'une autre, sont désespérés, qui ne savent plus trop quoi faire ni vers qui se tourner. Laissez-moi vous montrer, pour conclure, d'où vient une partie de ce désespoir aujourd'hui. Il se trouve dans cette guerre en Iran. C'est une guerre impossible à gagner, et les Iraniens l'ont démontré au monde entier.

Vous pouvez les bombarder autant que vous voulez, ça ne changera rien. Ils ne partiront pas, ils ne capituleront pas, et ils ont les moyens de vous empêcher de réussir. Monsieur Trump ne peut pas affronter ça. C'est le grand gagnant, après tout, et là, il est en train de perdre. Et ça, ça rend les gens désespérés. Et moi, ça me fait peur quand je pense à ce qu'un président désespéré peut faire. Prenez un autre exemple : un jeune homme, plombier de métier, se présente en gros comme un indépendant à l'intérieur du Parti démocrate — oui, mais sans vraiment en faire partie. Il s'appelle Graham Plattner. C'est dans l'État du Maine. Le niveau d'effort des Républicains et des Démocrates traditionnels pour le saper, le piéger, le bloquer... il est déjà, disons-le, un candidat démocrate, et il a de bonnes chances de gagner. Mais l'acharnement à le détruire, à coups de rumeurs fabriquées et de tout le reste, est d'un désespoir absolument révélateur.

Le besoin qu'a M. Trump de calmer sa base MAGA en essayant de prendre l'argent des contribuables pour le redistribuer à des gens qui ont commis toutes sortes de crimes pendant l'investiture, à l'époque où M. Trump n'avait pas gagné l'élection qu'il n'avait pas gagnée... Eh bien, je pense qu'on voit là une forme de désespoir. Je ne crois pas que ce qu'on observe, c'est un homme qui contrôle la situation. C'est plutôt un homme qui perd le contrôle. Et si, en plus, il est affaibli physiquement ou mentalement, alors là, on augmente encore le niveau de désespoir qui semble à l'œuvre. Je vais conclure avec un point que vous n'avez peut-être pas remarqué. Vous savez, chaque année, on célèbre l'invasion des États-Unis en Normandie.

Le jour du Débarquement, comme on l'appelle, fait partie de la Seconde Guerre mondiale. Et, vous savez, les quelques vétérans encore en vie, de tous les camps, se retrouvent pour rendre hommage à ceux qui ont souffert. Alors, le secrétaire américain à la Guerre — enfin, ce qu'on appelle aujourd'hui le secrétaire à la Défense — un homme qui, autrefois, était un présentateur télé un peu naïf et plutôt moyen, prononce un discours dans lequel il attaque toute l'Europe. Pas seulement les Français, même si la cérémonie a lieu en France, sur la côte du Débarquement. Il critique toute l'Europe pour ne pas avoir suffisamment partagé les sacrifices. Franchement, il y a là un niveau de bêtise et d'insensibilité tellement incroyable que je dois vous raconter ça. « Partage des sacrifices »... On dirait qu'il parle des immigrés.

Il parle des immigrés en Europe comme d'une invasion qu'ils n'auraient pas su repousser, et il dit qu'ils n'ont pas assez partagé le sacrifice avec l'armée américaine. Bon, je vais conclure en vous rappelant combien de personnes sont mortes pendant la Seconde Guerre mondiale. Combien de Russes dans l'Union soviétique, combien d'Allemands de l'autre côté, et combien d'Américains sont morts pendant et à cause de cette guerre. Les Russes, l'Union soviétique, prêts ? Vingt-quatre millions. L'Allemagne, prêts ? Huit millions. Les États-Unis, prêts ? Quatre cent mille. Comment un responsable américain peut-il non seulement ignorer à ce point de quoi il parle, mais en plus le faire de la manière la plus offensante... incroyable ! Ce n'est pas le comportement d'un pays qui dirige le monde comme il aimerait le faire. Ce n'est pas une attitude de puissance mondiale, c'est une attitude d'incapacité et d'incompétence monumentales.

#Danny

Professeur Wolff, je pense que c'est une excellente façon de conclure. Pendant que je rappelle aux gens où ils peuvent vous retrouver, ils peuvent vous trouver sur Democracy at Work. Le lien est dans la description YouTube ci-dessous, ainsi que la chaîne YouTube de Democracy at Work. Et j'ai entendu dire que dans l'émission America's Got Talent, ce mois-ci ou le mois dernier, un danseur chinois a dansé avec des robots Unitree. J'ai d'ailleurs visité cette entreprise. Ces robots sont vraiment très avancés, capables de faire des choses comme ça. C'est un bon exemple du monde en pleine mutation dans lequel on vit. Beaucoup de ces innovations viennent de l'Est, viennent de Chine. Et je crois que vous l'avez bien expliqué : beaucoup d'Américains sont assez inquiets face à ça. Mais en réalité, ces robots sont presque entièrement conçus pour des usages très pacifiques. Professeur Wolff, un dernier mot avant que je clique sur le bouton de fin ? Je veux juste être sûr de rappeler aux gens le nom de votre chaîne YouTube.

#Richard Wolff

Oui, vous pouvez aller sur notre site web à l'adresse democracyatwork.info. On a aussi un programme sur Substack, Democracy at Work. Donc, retrouvez tout notre travail sur l'un de ces deux espaces, ou sur les deux.

#Danny

Bien sûr. Oui. Et j'ajouterais le lien Substack après qu'on ait terminé ici. Tout le monde, pensez à cliquer sur "J'aime" avant de partir, ça aide vraiment l'émission. Je veux aussi remercier pour ce super sticker, c'est très généreux. Merci beaucoup, Right Side of History. Demain, je serai de retour à treize heures, heure de la côte Est, avec Elijah Magnier. Il semble qu'il y ait de fortes tensions en train de monter, à cause d'Israël qui, comme on pouvait s'y attendre, a bombardé le Liban, bombardé Beyrouth aujourd'hui. Donc, on dirait que la situation va encore s'enflammer là-bas. On se retrouve demain, à treize heures, heure de la côte Est, le huit juin. D'ici là, montrez votre soutien au professeur Wolff en cliquant sur "J'aime" et en allant voir la description de la vidéo. Allez jeter un œil à son travail et à celui de Democracy at Work, c'est vraiment intéressant. Très bien, prenez soin de vous. À demain.